

LUTTE DE CLASSE

POUR le POUVOIR des TRAVAILLEURS

DECEMBRE 1966.

DIVISER POUR RÉGNER

Ce n'est pas d'hier que les capitalistes ont compris qu'il fallait diviser les travailleurs pour mieux les exploiter et tout leur système, à l'usine comme dans la société, vise essentiellement à isoler et mieux encore, à opposer les travailleurs les uns aux autres. Dans ce but, tout est hiérarchisé, le travail comme les salaires, et les augmentations en pourcentages ne font que renforcer cette situation: les 4% annuels, par exemple, ne sont que des clopinettes pour les salaires déjà modestes, alors que les catégories supérieures reçoivent une augmentation plus substantielle; pourtant, le beefsteak coûte aussi cher pour tout le monde.

Sur ces problèmes comme sur tous les autres, les différentes boutiques syndicales se gardent bien d'intervenir; elles ont un tout autre souci: faire mine de se battre pour conserver à la fois la confiance des travailleurs et celle des capitalistes. Ces derniers, en ce moment, n'ont pas d'argent à jeter par les fenêtres. Mais, de grèves d'avertissement en journées revendicatives, de débrayages d'un quart d'heure en arrêts de travail de 2 heures, les travailleurs risquent de se lasser et, qui sait, de se

fâcher. Alors, ça pourrait bien chauffer, comme en Belgique ou en Italie ces dernières années. Perspectives préoccupantes pour des bonzes respectables.

Les dirigeants de la C.F.D.T., de F.O., de la C.G.C. à l'EDF-GDF ont trouvé, espèrent-ils la solution en ce qui les concerne. Suivez bien leur raisonnement. Ces messieurs proposent un contrat à l'entreprise qui se ramène essentiellement à :

1. Faire semblant de discuter, entre professionnels du marchandage, les décisions de l'EDF, pour les accepter ensuite.

2. Et c'est là qu'est la nouveauté. Comme il faut aider les capitalistes à moderniser leurs usines - dans l'intérêt national - il n'est pas question d'augmenter la part qu'ils nous octroient. Par contre, rien n'empêche de mieux la répartir, en prenant, par exemple, une partie du salaire des cadres pour la redistribuer aux ouvriers. Ainsi les patrons ne déboursent pas un centime de mieux et les ouvriers obtiennent sans faire grève une rallonge moins dérisoire que les 4% prévus. On aboutit simplement à une division différente de celle qui existe mais qui correspond mieux aux besoins des capitalistes modernes. D'ailleurs, par la voix d'un de leurs

sous-fifres, MASSÉ, ceux-ci ont reconnu "que c'est la première proposition concrète et intelligente depuis la conférence sur les revenus". Voilà qui cloue le bec à ceux qui prétendaient que les bonzes ne sont pas très malins.

Les seuls qui risquent de faire grise mine dans cette histoire, ce sont les cadres et les techniciens, placés au sommet de la hiérarchie et qui représentent près de 40% du personnel EDF. Ils ont réagi immédiatement par la voix du syndicat où ils sont les plus nombreux, la C.G.T., pour refuser de s'associer à ces propositions et défendre le système hiérarchisé actuellement en vigueur. Un communiqué est venu ensuite expliquer ce refus. La C.G.T. commence par rejeter "les résidus d'égalitarisme de l'aube du mouvement ouvrier". Voilà qui est clair. Admirons au passage les termes méprisants pour ce qui a été et demeure toujours une revendication ouvrière, l'égalité des salaires. Le texte demande ensuite l'application du statut hiérarchique de 1960, accordé par le ministre gaulliste JEANNERET.

Toute cette cuisine syndicale qui va faire les délices de la direction EDF, arbitre de la situation, a au moins l'utilité de montrer encore une fois, combien les différentes boutiques se préoccupent des difficultés des capitalistes et font l'impossible pour les résoudre. En effet, d'un côté nous avons ceux qui essaient de s'adapter aux besoins d'un système capitaliste en pleine reconversion et de l'autre, ceux qui, satisfaits de structures capitalistes inadaptées mais dont ils s'accrochent, continuent à les défendre.

D'un côté comme de l'autre, on ne remet pas en cause le système lui-même, sinon en paroles à usage exclusif des travailleurs. Car, comme chez les capitalistes, la concurrence est vigoureuse: chaque boutique doit apparaître comme la plus efficace, ce qui nous vaut ce nouvel épisode, bien instructif.

Cet exemple aidera peut-être les travailleurs de l'EDF à comprendre qu'ils n'ont plus rien de commun avec leurs organisations et qu'il leur faudra bien un jour envisager de lutter en s'organisant eux-mêmes.

lettre d'un camarade belge

Sur le plan des luttes ouvrières, la situation est actuellement assez calme en Belgique. Depuis 2-3 semaines cependant, un léger regain d'activité se manifeste (dans les charbonnages principalement). Ces actions restent d'importance secondaire si on les compare aux grèves sauvages du début de cette année (ZWARTBERG, F.N. d'HERSTAD, ATELIERS DE CONSTRUCTION ELECTRIQUE DE CHARLEROI....). Malgré cette absence d'événements spectaculaires, le malaise social n'en continue pas moins à s'approfondir. Les syndicats s'efforcent de canaliser ce mécontentement vers des objectifs étrangers au mouvement ouvrier.

Un grand battage est fait par l'ensemble de la presse autour d'une crise soi-disant imminente de la sidérurgie. Il semble cependant qu'il s'agisse là d'un problème créé de toutes pièces.

.../...

La sidérurgie doit résoudre certains problèmes, mais ceux-ci n'ont aucun rapport avec une crise. Il s'agit pour cette industrie :

- 1) De moderniser son équipement, ce qui exige d'importants investissements.
- 2) D'éviter toute réaction ouvrière lors des licenciements massifs que ne manquera pas de provoquer l'automatisation. (Les mineurs de ZWARTBERG ont montré qu'à condition de déborder le syndicat, les réactions ouvrières pouvaient aller très loin).

Capitalistes et syndicats superposent deux problèmes. L'un, créé artificiellement sert à masquer le fait que la bourgeoisie cherche à rationnaliser sa production aux dépens de la classe ouvrière. Cette modernisation, ils comptent la faire aux moindres frais, en puisant si possible dans la poche des autres. La subsistance de l'industrie sidérurgique belge n'est pas mise en question. Il n'y a pas de mévente. On ne peut donc parler de crise.

Le patronat cherche visiblement à utiliser la lutte ouvrière contre cette hypothétique crise pour exiger des subsides. Dans la sidérurgie, on en est actuellement au stade du conditionnement du travailleur. La presse parle de la suppression de plusieurs dizaines de milliers d'emplois. Ceci rend l'ouvrier inquiet et introduit habilement la phase suivante: faire descendre les ouvriers dans la rue pour demander des sous...pour leur patron. Dans le secteur textile ce tour de passe-passe a réussi à merveille: dans les filatures de coton de GAND, un lock-out patronal pour réclamer des subsides au gouvernement est prévu pour les 12 et 13 décembre, avec l'appui des organisations syndicales!!! Verra-t-on les syndicats s'opposant pour ainsi dire traditionnellement à la grève, proposer l'action directe...pour défendre les intérêts patronaux?

L'objectif ainsi visé est triple. Capitalistes et syndicats y trouvent leur compte, aux dépens de la classe ouvrière bien sûr.

- 1) Utiliser les luttes ouvrières comme moyen de pression pour la défense des intérêts patronaux (ou plus exactement pour justifier une ponction dans les caisses de l'Etat).

- 2) Rejeter sur la conjoncture internationale toute la responsabilité des licenciements, alors que c'est la rationalisation décidée par le patronat qui en est seule responsable. Capitalistes et bureaucrates pourront avoir la conscience tranquille. N'auront-ils pas tout fait pour s'opposer aux licenciements (en réclamant des subsides...)? S'il y a mévente de l'acier, ce ne sera pas leur faute, aussi les travailleurs seront-ils injustes de le leur reprocher. Ce critère sert d'ailleurs déjà pour justifier les premières compressions de personnel: la conjoncture est qualifiée de mauvaise car la sidérurgie ne tourne qu'à 80% de ses capacités de production. Ce qu'on oublie de préciser c'est que ce taux correspond au maximum de rentabilité. Ce taux n'est dépassé que quand le prix de revient n'a aucune importance, en cas de guerre par exemple.

- 3) Refaire une virginité aux organisations syndicales. Celle-ci est bien compromise. Rien qu'en 66, elle s'est opposée aux travailleurs voulant débrayer à: ZWARTBERG, FN-HERSTAL, ACEC-CHARLEROI, Grands Magasins-BRUXELLES,

.../...

gaz, TOLMATIL, laminoirs de LONGTAIN, ESPERANCE-LONGDOZ, Tramways-Bruxelles.... Dans tous ces cas, il y a eu riposte plus ou moins violente des travailleurs. D'autre part, on prévient toute désertion du syndicat des éléments qui ne seraient pas dupes. Inquiet quant à son avenir, le travailleur ne rompra pas avec son organisation. En effet, dans les grandes entreprises, ce sont les délégations syndicales qui dressent les listes de mise à pied. Les non-syndiqués - qui sont souvent et de plus en plus les éléments les plus combattifs- sont les premiers visés. (En Belgique, le patronat pousse à la syndicalisation, accordant parfois des primes aux seuls syndiqués - primes d'un montant supérieur aux cotisations-. De nombreux autres avantages sont accordés. Il est plus ou moins question de rendre ces avantages obligatoires. Le rôle contre-révolutionnaire de l'organisation syndicale ne peut être mieux mis en évidence que par ce soutien patronal).

Les enseignements des grèves importantes du début 66 n'ont pourtant pas été perdus. Le comité de grève de ZWARTBERG continue à fonctionner et chercherait à étendre son influence à d'autres entreprises. Le rayonnement du bulletin d'entreprise "Voix Ouvrière" du groupe ouvrier de COCKERILL-UGRÉE s'accroît régulièrement. Un groupe "Unité Ouvrière" s'est constitué à BRUXELLES au début de cette année en vue de favoriser la formation de groupes d'entreprise autonomes. Ce groupe travaille maintenant avec "Voix Ouvrière". Deux groupes d'entreprise (ESPERANCE-LONGDOZ et un groupe d'ouvriers imprimeurs) se sont joints à leur action. Un manifeste (texte en page 5) est actuellement diffusé dans les principaux centres industriels, appelant les travailleurs à former leurs propres groupes. Comme premier résultat, un groupe "Unité Ouvrière" s'est constitué à CHARLEROI. Ces divers groupes luttent sur deux fronts: contre le capitalisme et contre les bureaucraties. Il est trop tôt pour dresser un bilan de leurs activités à l'échelon national. L'accueil réservé dans les entreprises est favorable.

Le 3 décembre 1966.

! " LUTTE DE CLASSE " est distribué tous les mois à la porte de l'usi- !
! ne, mais tu ne le reçois pas toujours, vu les changements d'équipe !
! ou d'horaire. !
! Pour le recevoir régulièrement par la poste (gratuitement) remplis !
! les rubriques ci-dessous, et renvoie cette feuille à l'adresse indi- !
! quée en dernière page. !
! Envoie-nous également l'adresse d'autres travailleurs qui seraient !
! intéressés. !
! NOM (en lettres d'imprimerie) : !
! ADRESSE : !
! !
! Notre but est de permettre aux travailleurs, non seulement de s'in- !
! former, mais de faire entendre leur voix. " LUTTE DE CLASSE " est !
! à ta disposition pour donner ton avis, ou publier des nouvelles de !
! ton entreprise. !
! !

Texte du tract mentionné (page 4) dans la lettre du camarade belge.

UNION DES GROUPES D'ENTREPRISE (U.G.E.)
poooooooooooooooooooooooooooo

Rationalisation, pertes d'emploi, hausse du coût de la vie, baisse des salaires, accélération des cadences, voilà le sort des travailleurs tandis que prospèrent patrons, technocrates, actionnaires, députés, sénateurs, bonzes syndicaux, policiers, militaires et prélats.

Face à cette situation, les travailleurs apparaissent sans moyens de défense car ils sont continuellement trompés et trahis par leurs partis politiques et leurs syndicats.

Ces derniers, quoique appartenant théoriquement aux syndiqués sont tombés sous la coupe de bureaucrates plus ou moins intégrés au régime et de plus en plus occupés à empêcher toute action.

C'est pourtant par la lutte seulement que les travailleurs peuvent arracher au patronat autre chose que des miettes. Encore faut-il que ces luttes soient décidées et organisées par les travailleurs eux-mêmes sans quoi elles seront utilisées par d'autres ou sabotées par les dirigeants syndicaux dont le sort est lié au régime.

Pour préparer, organiser et coordonner les luttes futures, les travailleurs syndiqués ou non, arriveront à lutter efficacement pour:

- 1) La socialisation des moyens de production et d'échange.
- 2) L'autogestion des entreprises par les travailleurs.
- 3) L'établissement d'une société sans classe ni privilèges.
- 4) L'émancipation et la libération de l'homme.

Les signataires ne cherchent ni à former une nouvelle vague de dirigeants, ni à imposer leurs conceptions. Ils invitent les travailleurs à créer leurs propres organismes qu'ils espèrent regrouper ainsi que les camarades isolés, au sein de l'Union des groupes d'entreprise.

L'UGE est et restera un simple lien entre les groupes. Chaque groupe est entièrement libre de l'action qu'il mène dans son propre rayon d'action.

L'UGE engage les travailleurs à formuler eux-mêmes leurs propres revendications, à les défendre eux-mêmes; elle les soutiendra dans la mesure de ses moyens.

Groupe ouvrier de Cockerill-Ougrée.

Groupe ouvrier d'Espérance-Longdoz.

Groupe Unité Ouvrière.

Note de "LUTTE DE CLASSE": Les lecteurs qui désireraient recevoir les bulletins édités par le groupe ouvrier de Cockerill-Ougrée et par le groupe "Unité Ouvrière" peuvent écrire à l'adresse figurant au dos. Nous transmettrons leur demande.

Camarade qui as lu ce bulletin,

tu te demandes peut-être qui nous sommes et où nous voulons en venir ?

Militants révolutionnaires, nous cherchons à nous rendre utiles à la classe ouvrière en diffusant des informations soigneusement étouffées par les partis et les syndicats qui se disent ouvriers.

Partout dans le monde, sans aucune exception, **la société est divisée en deux classes** : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes — bourgeois ou bureaucrates, peu importe — qui dispose de ces richesses, et aussi de la vie même des travailleurs.

Ce régime d'exploitation ne prendra fin que le jour où **la classe ouvrière saura s'organiser pour prendre elle-même en mains les instruments du pouvoir** — les armes, arrachées à l'Etat, et les moyens de production, arrachés aux capitalistes et à leurs valets.

C'est donc en vain que des charlatans prétendent lutter contre l'exploitation par des votes, des pétitions et autres manifestations dérisoires. Pas plus que ceux qui les ont précédés, les exploiters d'aujourd'hui n'abandonneront le pouvoir de leur plein gré.

Mais c'est en vain aussi que partis et syndicats prétendent opposer aux dirigeants capitalistes des dirigeants « ouvriers ». En tenant les travailleurs à l'écart des leviers de commande, en les soumettant, comme dans l'entreprise capitaliste, à une hiérarchie de chefs et de chefsillons, ils ne font que compléter et renforcer la domination de la bourgeoisie. C'est bien pourquoi ces organisations se montrent totalement impuissantes, non seulement à renverser le capitalisme, mais même à défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Il faut en finir avec les illusions et les vantardises bureaucratiques : **seule l'action voulue et menée par les travailleurs eux-mêmes peut arracher aux capitalistes autre chose que des miettes.**

Nous disons donc :

- qu'une décision — de grève, de reprise, d'acceptation ou de refus d'un accord, etc. — n'est valable que si elle a été prise après une discussion démocratique par les travailleurs qu'elle concerne ;
- que là où une tâche doit être confiée à des délégués, ils doivent être élus par une assemblée d'atelier, de bureau ou d'entreprise, pas pour un an ou six mois, mais **uniquement pour cette tâche précise**, sur mandat impératif donné par les travailleurs ;
- que la première tâche à confier à des délégués, c'est l'établissement de contacts avec les autres entreprises de la localité, de la région, du pays et de l'étranger. C'est une réunion de délégués dûment mandatés et non une poignée de bonzes inamovibles, qui peut seule coordonner la lutte des travailleurs.

Est-ce l'anarchie, ou une invention de rêveurs ? Non, **c'est l'organisation qui a été adoptée par les travailleurs eux-mêmes**, chaque fois qu'ils se sont mis en mouvement pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que pourront naître les organes de classe qui abattront un jour le pouvoir des exploiters.

Nous savons très bien que cela n'est pas pour demain. Nous n'avons pas la naïveté de croire que la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en développant peu à peu les liaisons qui permettront à la classe ouvrière d'organiser elle-même son action.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants pour remplacer ceux qui ont fait faillite. Il s'agit, pour eux, de nous d'accord sur ces positions, de **se grouper** pour mieux les propager, pour lutter plus efficacement, pour faire connaître aux travailleurs la possibilité qu'ils ont de se libérer eux-mêmes de l'esclavage capitaliste.

Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs (G. L. A. T.)

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaire des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : **Jean RENAULT - 73, rue Blanche, Paris-IX^e.**